

Des patrons socialistes au PS

SOIXANTE-SEPT emplois sur 90 vont être supprimés au PS, en pleine déroute financière, comme on le sait. Tels sont les chiffres qui apparaissent dans le plan de sauvegarde de l'emploi, le PSE, que doit examiner le bureau national du parti, le 24 octobre au soir.

Le document confidentiel qui décrit les modalités de ce PSE précise que la prochaine direction du parti devra fonctionner avec seulement 38 salariés. Et devra se passer, notamment, de 7 agents de sécurité, de 3 chauffeurs, de 6 informaticiens et 2 directeurs de la communication. Côté recrue, les socialistes comptent embaucher un « chef du service élections ». Ah, parce que jusqu'à présent ils n'en disposaient pas ?

Sinon, les camarades ont bien fait les choses. Le même

document égrène un chapelet de « mesures destinées à éviter les licenciements ». Tout y passe : reclassement dans une fédé du parti ; prise en charge d'une formation ; prime au déménagement et à la réinstallation ; aide à la création d'entreprise ; compensation de la diminution de la rémunération ; aide à la recherche d'emploi pour le conjoint, etc. Et, si, malgré tout, un licenciement économique doit être prononcé, le salarié recevra une prime en plus de son indemnité légale.

Coût de ce plan de sauvegarde : « au moins 3 millions d'euros ». Soit, en moyenne, 45 000 euros par tête de pipe. « La direction a plutôt été généreuse », témoigne un élu au comité d'entreprise.

Comme si cela n'allait pas de soi dans un parti socialiste !

Le patron des députés PS, Olivier Faure, décrypte les relations entre son groupe et les parlementaires communistes et Insoumis (« Le Monde », 20/10) : « Le fait de partager des ADN communs de la gauche et la volonté de mettre un coup d'arrêt à une fuite en avant libérale nous amènent à prendre des positions voisines. » Question : ça va durer combien de temps ?

